



SEPTIÈME SOMMET DES AMÉRIQUES  
10 et 11 avril 2015  
Panama (Panama)

OEA/Ser.E  
CA-VII/DP.1/15  
11 avril 2015  
Original : espagnol

**DECLARATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE JUAN CARLOS VARELA R.,  
PRONONCEE A LA CLOTURE DU SEPTIEME SOMMET DES AMERIQUES**

Panama, le 11 avril 2015

C'est pour le Panama un honneur d'avoir accueilli le Septième Sommet des Amériques qui vient de se terminer.

Avant tout, je voudrais remercier le peuple panaméen, qui a accompagné attentivement la réalisation du Sommet et qui a compris les inconvenances résultant des mesures liées à la circulation et à la sécurité qu'il a fallu adopter pour garantir le succès de cette manifestation.

Je remercie les chefs d'État et de gouvernement ainsi que les délégués des 35 pays du continent pour être venus dans notre pays, pour assister à cette rencontre qui, j'en suis sûr, marquera le début d'une nouvelle ère qui sera régie par le dialogue respectueux et la coopération dans notre région.

À Sa Sainteté le pape François, nos remerciements pour son message de paix, de justice sociale et de solidarité avec les plus démunis, un message qu'il nous a fait parvenir par l'entremise du secrétaire d'État du Vatican, le cardinal Pietro Parolin.

Nous souhaitons aussi rendre hommage aux milliers de fonctionnaires, de responsables d'organismes de sécurité et de volontaires chargés de tous les aspects techniques, administratifs, de sécurité et de logistique pour leur diligence et l'efficacité qui ont marqué leur travail.

Par ailleurs, je remercie tous les médias qui ont couvert ce Sommet des Amériques et l'on suivi.

Pendant plusieurs jours, notre pays a été au centre de l'attention du monde entier et je suis certain que, sur le plan international, l'opinion a réaffirmé ce qu'est notre pays : un pays où les gens sont aimables et hospitaliers ; un pays divers et plural, qui a embrassé la diversité et le pluralisme politique qui existe entre nos pays et à l'intérieur de ceux-ci.

Un pays qui a une grande capacité de logistique et de grandes installations, qui a été en mesure d'accueillir plusieurs milliers de visiteurs simultanément ; un pays prospère sur le plan économique, doté d'une grande capacité commerciale et financière.

Un pays pacifique et qui se trouve engagé dans un processus ouvert de consolidation de ses institutions juridiques et politiques démocratiques. Un pays dont nous, Panaméennes et Panaméens, nous pouvons être fiers. Merci beaucoup, Panama.

Dans ce climat de diversité et de pluralisme politique entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci, nous avons animé un dialogue franc et respectueux entre chefs d'État et de gouvernement de notre continent.

Nous n'avons pas prétendu à l'unanimité, d'ailleurs impossible dans un contexte de pluralité, mais nous avons tout de même contribué à jeter des ponts dans un milieu marqué par les divergences et affirmer ce qui nous unit et non ce qui divise.

Le Sommet a été une grande opportunité multilatérale et, dans le même temps, une occasion de tenir des réunions bilatérales entre les divers dirigeants.

Les forums qui ont précédé le Sommet, y compris les nombreuses activités qui ne faisaient pas officiellement partie du Sommet, ont été une grande occasion pour tenir des rencontres personnelles et des débats centrés sur des idées et des projets, et ils ont renforcé la culture démocratique du continent ; sans nul doute, ils se concrétiseront par des décisions et des politiques.

Nous devons féliciter les citoyens des Amériques qui se sont manifestés librement, en reconnaissant la diversité et en respectant les divergences par le biais des différentes réunions continentales tenues dans le cadre de ce Sommet, dont le Forum de la société civile et des acteurs sociaux, le Forum des chefs d'entreprise, le premier Forum des recteurs et le Forum des jeunes des Amériques.

Le thème du Sommet, « Prospérité assortie d'équité », est toujours resté inscrit dans l'ordre du jour et les discussions. Ce thème, nous l'avons proposé en raison de notre expérience et de celle de tous les pays du continent. Nous avons connu une forte croissance mais une partie de la population n'en a pas suffisamment bénéficié.

En qualité de pays hôte, nous avons proposé un document intitulé Mandats pour l'action, qui couvre les différents axes qui pointent vers ce thème de Prospérité assortie d'équité : santé, éducation, énergie, environnement, migration, sécurité, participation citoyenne et gouvernance démocratique.

À l'issue de près de quatre mois de travail ardu, de réunions à Panama et au siège de l'OEA à Washington, sans oublier de nombreuses consultations bilatérales, nous avons réussi à nous entendre sur 90 % des mandats proposés (42 sur 48) et les autres ont été approuvés par quelques rares pays ad referendum.

Nous nous sommes pleinement accordés pour reconnaître que le droit à l'éducation sans discrimination et l'accès équitable à une éducation de qualité sont un élément primordial de l'effort tendant vers un développement intégré, en éliminant la pauvreté et les inégalités.

Dans ce sens, nous avons proposé d'accroître la couverture de nos systèmes éducatifs et de renforcer l'éducation technique supérieure, accompagnée par la création de programmes et de nouvelles perspectives d'emplois, en collaboration avec le secteur privé, pour les jeunes de notre continent en situation sociale précaire.

Pour ce qui est de l'éducation supérieure, nous avons proposé un rapprochement entre les universités et le secteur public, afin que nos établissements éducatifs puissent fournir des analyses scientifiques, techniques et sociales, des inspections et études de faisabilité, ainsi que des propositions de projets d'infrastructures publiques dont a besoin la société.

Nous applaudissons en outre la proposition issue de ce Sommet de créer un dispositif éducatif interaméricain afin d'améliorer la qualité de l'éducation dans notre continent.

De la même façon, un soutien a été exprimé envers les efforts visant à assurer l'accès universel à la santé en tant que droit humain fondamental.

Concernant l'énergie, pilier fondamental du développement durable, des actions ont été arrêtées afin de garantir l'accès à l'énergie provenant de sources variées, en ménageant l'environnement et dans des conditions d'accessibilité économique et de fiabilité.

Dans ce contexte – et en soulignant la préoccupation partagée face au changement climatique – des mandats ont été émis pour la protection, la préservation et la restauration de l'environnement ainsi que pour sa gestion adéquate.

Après avoir reconnu le lien entre migration et développement ainsi que la contribution apportée par les migrants aux pays d'origine, de transit et de destination, des actions ont été décidées d'un commun accord pour assurer la coopération entre les États et la protection des droits humains des migrants.

Dans le processus de discussion du document proposé par le Panama, une préoccupation a été exprimée quant à la nécessité d'unir nos efforts contre le terrorisme, la criminalité organisée et d'autres menaces à la sécurité des citoyens, grâce au renforcement de la coopération entre les pays et à l'adoption de mesures de prévention de la violence et de la criminalité.

Finalement, en reconnaissant que la démocratie est essentielle pour le développement social, politique et économique des peuples, une série de mandats ont été émis en vue de renforcer l'état de droit, la séparation et l'indépendance des pouvoirs de l'État et le respect des droits de la personne. Dans ce sens, des actions ont été arrêtées pour promouvoir et garantir la participation citoyenne dans la conception et l'application de politiques publiques, ainsi que l'autonomisation des citoyens sans discrimination de genre ou de race.

Le Panama considère que le grand nombre de mandats qui ont fait l'objet d'accord, peuvent et doivent être gérés par les institutions du système interaméricain ainsi que par d'autres organismes internationaux.

Notre gouvernement transmettra les mandats aux Directeurs de la BID, de la Banque mondiale, de la CAF et d'autres institutions financières multilatérales pour qu'ils fassent l'objet de financement et d'assistance technique. Il devra en aller de même avec d'autres organisations multilatérales comme l'OEA, la CEPAL et l'OPS.

Nous souhaitons souligner qu'en plus des mandats arrêtés, le Panama a proposé – ce qui a suscité un accord complet entre les États – d'améliorer significativement d'ici 2025 l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, ainsi que l'accès au haut-débit et à l'éducation intermédiaire et technique. Il sera également nécessaire d'accroître, en tenant compte des conditions de chaque pays, l'investissement dans les infrastructures et l'efficacité de ces dernières.

À ce propos, nous applaudissons la proposition émise lors de la réunion privée des dirigeants de créer un Centre pour le développement des infrastructures afin de soutenir les pays de la région dans ces efforts.

Nous appelons les organisations et banques multilatérales à redoubler d'efforts pour soutenir les gouvernement dans l'identification de projets, d'études techniques et de concepts en matière d'infrastructures publiques qui permettraient d'améliorer les services à la population et d'atteindre nos objectifs nationaux.

Nous remercions le Président Ollanta Humala, qui a proposé la candidature de son pays, le Pérou, pour organiser le Huitième Sommet des Amériques. Nous lui offrons d'ores-et-déjà notre coopération sur la base de notre propre expérience.

Les Amériques sont aujourd'hui un continent en paix. Nous avons surmonté les obstacles dressés contre la cohabitation pacifique de peuples frères. C'est pourquoi – et pour refermer le dernier chapitre des conflits armés dans les Amériques – nous saluons les avancées importantes réalisées dans les négociations de paix de La Havane (Cuba) entre le gouvernement de la République de Colombie et les FARC.

Nous reconnaissons l'important effort consenti par la République de Cuba en tant que pays hôte dans le cadre de ce dialogue.

Jamais auparavant n'avions-nous été aussi proches de mettre un point final à ce long conflit et de parvenir à la paix en Colombie, qui représente également la paix pour tout notre continent.

Par conséquent, nous espérons que le gouvernement de la Colombie et les FARC parviennent rapidement à un accord cette année, afin que nous puissions tous contribuer à ce qui nous importe la plus : la concrétisation et consolidation de la paix.

Pour diverses raisons, ce Sommet a été historique, notamment de par sa dimension universelle au sein des Amériques.

La décision annoncée par les présidents de Cuba et des États-Unis de faire progresser sous un nouveau jour les relations entre les deux pays a généré une attente légitime de voir se résoudre des situations, anciennes ou récentes, qui ont contribué à des tensions dans les relations continentales.

Ce Sommet a permis de jeter des ponts dans ce sens.

Accueillir ce Sommet a été un grand honneur pour le Panama ainsi que pour mon gouvernement.